

Projet de règlement grand-ducal

fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services vétérinaires

Avis du Conseil d'État

(30 janvier 2018)

Par dépêche du 3 novembre 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact et d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 17 novembre 2017.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis fixe le programme de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires relevant des différents groupes auprès de l'Administration des services vétérinaires. Il suit de près le libellé de règlements traitant les mêmes matières pour d'autres administrations. En effet, en exécution de l'article 6, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique « (...) les programmes de formation spéciale ainsi que l'appréciation des épreuves sont déterminés pour chaque administration par règlement grand-ducal. Ce règlement fixe également, pour les fonctionnaires visés à l'article 5 de la présente loi, la durée de la formation spéciale théorique qui ne peut pas être inférieure aux limites fixées ci-après :

- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A1 ;
- 100 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A2 ;
- 110 heures pour les stagiaires du groupe de traitement B1 ;
- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement C1 ;
- 60 heures pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3. »

Examen des articles

Articles 1^{er} à 5

Pour chaque phrase introductive des articles 1^{er} à 5, il y a lieu de compléter le libellé en indiquant qu'il s'agit de fixer « la durée de la

formation spéciale ». Ensuite, il convient de rédiger la deuxième phrase comme suit :

« Les cours et le nombre d'heures de formation y afférentes dans les différentes parties sont fixés (...) » au lieu de « Les cours et le nombre des heures de formation y afférentes dans les différentes parties sont fixées (...) ».

Concernant l'article 3, la formation des stagiaires du groupe de traitement B1 doit, d'une part, selon la disposition en elle-même et, d'autre part, selon l'article 6, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, au moins comporter 110 heures. Or, si on totalise le nombre d'heures affichées au tableau des parties I et II, on arrive à un cumul de 95 heures. Il faut donc revoir le nombre d'heures des matières concernées afin d'atteindre le minimum requis.

Concernant l'article 5, comme le groupe de traitement est composé de plusieurs catégories, il convient d'écrire correctement « Formation spéciale des groupes de traitement D1, D2 et D3 ».

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, le Conseil d'État suggère d'écrire « organisées en collaboration avec » au lieu de « enseignées ensemble avec », étant donné qu'est visée plutôt l'organisation des cours.

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de remplacer la dernière phrase du paragraphe 1^{er} par la phrase suivante :

« L'horaire des matières pour lesquelles les formations sont organisées par le Service d'économie rurale, est fixé suivant un horaire à déterminer par le chef d'administration. »

Selon l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 27 octobre 2000 déterminant à l'Institut national d'administration publique - l'organisation de la commission de coordination, - la collaboration avec les administrations et établissements publics de l'État et - la collaboration avec le ministère de l'Intérieur et les administrations et établissements publics des communes, l'organisation de la formation spéciale est fixée par les chefs d'administration en tenant compte des besoins de formation spécifiques et en prenant en considération l'horaire des cours de formation générale.

Or, au paragraphe 1^{er}, les auteurs assujettissent une « décision » du ministre ayant l'Agriculture, la Viticulture et la Protection des consommateurs dans ses attributions à la concertation avec le chef d'administration. Afin de rester cohérent respectivement avec l'article 8 précité et d'autres textes réglementant la même matière, il y a lieu de renoncer à l'intervention du ministre et de ne prévoir que le chef d'administration comme responsable de l'organisation des cours de formation, éventuellement en concertation avec les autres administrations qui collaborent à des cours offerts en commun.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 3 est superfétatoire et peut dès lors être supprimée. En effet, la possibilité pour l'Institut national d'administration publique d'organiser des formations en collaboration avec l'administration est prévue par la loi modifiée du 15 juin 1999 portant

organisation de l'Institut national d'administration publique et notamment à son article 6¹.

Au paragraphe 4, l'indication que les « stagiaires » sont informés dans un délai raisonnable est trop imprécise. Le Conseil d'État demande que les auteurs s'alignent sur d'autres textes réglant la même matière en écrivant par exemple que « Les stagiaires sont informés à l'avance et dans un délai d'un mois de la nature des sessions de formation et des modalités... »².

Article 7

Sans observation.

Article 8

Il n'est pas correct de disposer que l'examen de fin de formation spéciale porte sur les matières prévues à la partie I, étant donné que les cours y prévus sont uniquement attestés par un certificat de présence.

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, il y a lieu de supprimer la locution adverbiale « d'office » pour être superfétatoire. Par ailleurs, elle peut prêter à confusion dans la mesure où elle laisse sous-entendre qu'à côté des matières sur lesquelles l'examen porte « d'office », il y en aurait d'autres sur lesquelles il ne porte pas « d'office ».

Au paragraphe 3, alinéa 5, les auteurs font mention du fait que la commission [d'examen] peut être complétée par des experts. Si ces experts devaient toucher une indemnité pour leur prestation de service, il y a lieu de prévoir le paiement d'une telle indemnité au niveau de la base légale, faute de quoi cette disposition du règlement grand-ducal se verrait exposée à la sanction d'inapplicabilité découlant de l'article 95 de la Constitution.

Il y a lieu de supprimer l'alinéa 6 du paragraphe 3 pour être superfétatoire, étant donné que cette disposition fait l'objet des dispositions de l'article 4, alinéa 4, du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal précité du 13 avril 1984 prévoit, au point 15 de l'article 5, que « la commission transmet au ministre compétent, directement ou par l'intermédiaire du chef d'administration, un procès-verbal renseignant, outre le classement des candidats, les résultats que chacun d'eux a obtenus aux différentes épreuves » et, au point 16 du même article, que « le président de la commission informe les candidats des classements et résultats obtenus ». Si l'intention des auteurs est de garantir par la disposition sous examen que les épreuves soient organisées de telle sorte que le résultat soit disponible au cours du troisième mois qui précède

¹ « Sur demande du chef d'administration, l'Institut assiste les administrations et les établissements publics de l'État à la conception et à la mise en place de programmes de formation spéciale. »

² Règlement grand-ducal du 17 novembre 2016 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive, ainsi que de l'examen de promotion des différentes catégories de traitement auprès de l'administration pénitentiaire (Mém. A – n° 236 du 23 novembre 2016).

la fin du stage, le Conseil d'État suggère de rédiger de la manière qui suit le dernier alinéa du paragraphe 4 :

« Le procès-verbal visé au point 15 de l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État est dressé au plus tard au cours du troisième mois qui précède la fin du stage. »

Article 9

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observations générales

Les intitulés des groupements d'articles sont à faire précéder d'un tiret et non pas d'un double point.

Les termes relevés en gras sont à omettre dans les textes normatifs.

Il y a lieu de faire figurer un tiret au lieu d'un double point à la suite des termes « Partie I » et « Partie II ».

Intitulé

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Préambule

Dans la mesure où un règlement, émanant du Grand-Duc ou d'une autre autorité, comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État, la fiche financière, prescrite par l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, est à mentionner au fondement procédural.

À l'endroit des ministres proposant, il est traditionnellement fait mention du ministre ayant le Budget dans ses attributions en vertu du prédit article 79. Ainsi, il faut écrire :

« Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et de Notre Ministre des Finances [...] ».

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il convient d'écrire « ministre ayant l'Agriculture, la Viticulture et la Protection des consommateurs dans ses attributions » avec une lettre « m » minuscule et de supprimer le terme « ensemble ». À l'alinéa 2, il suffit d'écrire « enseignées à l'Administration » au lieu de « enseignées à l'intérieur de l'Administration ».

Au paragraphe 3, alinéa 2, il faut écrire « Institut national d'administration publique » avec des lettres « n », « a » et « p » minuscules.

Article 8

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, l'adverbe « ci-dessus » est à supprimer, car superfétatoire.

Toujours au paragraphe 3, alinéas 5 et 6, il y a lieu d'écrire « commission d'examen ».

Au paragraphe 4, alinéa 3, les termes « du présent article » sont à supprimer, car superfétatoires.

Article 9

Il n'est pas obligatoire de munir les articles d'un intitulé. S'il est recouru à un tel procédé, chaque article du dispositif, comportant des dispositions autonomes, doit être muni d'un intitulé propre. De ce qui précède, l'article sous avis est à intituler « **Art. 9. Formule exécutoire et de publication** ».

Par ailleurs, il y a lieu de faire mention du ministre ayant le Budget dans ses attributions, ceci conformément aux observations relatives à la fiche financière à l'endroit du préambule.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 30 janvier 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes